

long périple au Moyen-Orient.

Il se peut qu'au mois d'août le président ait craint une reprise de ces troubles, même si peu de choses le laissaient prévoir. De toutes manières, lorsque se produisit l'invasion depuis la Tanzanie six semaines plus tard, les troupes demeurèrent complètement loyales malgré l'excellente occasion de révolte qui s'offrait aux éléments mécontents de l'armée. De fait, le plus important aspect de l'invasion, du point de vue du président Amin, fut l'absence totale de sympathie populaire pour les guérilleros.

Une fois la tentative d'invasion lancée, il fut possible d'établir un second rapport avec l'exode des Asiatiques. Le président prétendit que la Grande-Bretagne avait appuyé la force rebelle de 1,000 hommes envoyée de Tanzanie par l'ex-président Milton Obote, et qu'elle avait même projeté une attaque simultanée par un commando de parachutistes britanniques, en vue de rétablir ce dernier au pouvoir. Selon le président Amin, on s'était mis d'accord pour que, une fois réinstallé au pouvoir, M. Obote annule l'ordre d'expulsion prononcé contre les Asiatiques. C'était une tactique de propagande fort habile, car le programme d'expulsion avait l'appui de la majorité des Ougandais. En laissant entendre que les rebelles se portaient à la défense des Asiatiques, le président Amin détourna toute sympathie que la population aurait pu entretenir à leur égard.

Par ailleurs, l'accusation de manigances britanniques n'était pas aussi insensée, dans le contexte ougandais, qu'elle a pu le paraître ailleurs. Les relations avec la Grande-Bretagne, tendues depuis le début de l'année, s'effondrèrent avec l'ordre d'expulsion. A peine cinq jours avant l'attaque des rebelles, le président Amin avait expulsé du pays une mission d'entraînement militaire britannique, en alléguant que les officiers avaient pour mission de diriger les forces britanniques qui étaient sur le point d'attaquer. Cette idée provenait sans doute d'articles parus dans la presse britannique demandant que la *Royal Air Force* soit mise sur un pied d'alerte afin d'évacuer les ressortissants britanniques, si le besoin s'en faisait sentir.

Lorsque la véritable invasion se produisit, c'est à la lumière de telles allégations qu'elle fut interprétée et les relations anglo-ougandaises sombrèrent à leur plus bas. Si le président Amin avait tort de croire que la Grande-Bretagne projetait de renverser son régime, il n'en reste pas moins qu'au point où en étaient les choses les Britanniques auraient été fort heureux de voir d'autres s'en charger.

Le programme d'«ougandisation» qui sous-tendait l'exode forcé des Asiatiques engloba peu à peu d'autres secteurs où les Européens, et particulièrement les Britanniques, jouaient un rôle, de sorte que son objectif ultime fut de donner au pays non seulement un caractère proprement ougandais mais une identité noire.

Tactiques de diversion

Le moral de l'armée et son unité ne sont pas les seuls motifs qui ont conduit le président Amin à expulser les Asiatiques. Il lui fallait aussi ranimer l'enthousiasme de la population et détourner son attention des projets de développement abandonnés en raison du manque de capitaux. Ces difficultés, selon le gouvernement, étaient le résultat direct de gaspillage par le régime de l'ex-président Obote. N'oublions pas toutefois le rêve du président Amin; il est fort possible, en dernière analyse, qu'il soit la raison majeure de l'expulsion, si illogique que cela paraisse.

Tous ces éléments éclairent l'ordre des événements qui ont mené à l'expulsion, mais ils n'expliquent pas pourquoi on s'en est pris aux Asiatiques ni pourquoi une mesure aussi radicale que leur expulsion fut décidée. Les motifs sous-jacents sont ici d'un tout autre ordre.

Au cours d'une rencontre avec ses dirigeants, il y a un an, le président Amin avait exposé les vues de son gouvernement sur les lacunes de la communauté asiatique. A la fin d'un discours de deux heures consistant en un long réquisitoire contre les Asiatiques, il s'adressa à son auditoire en ces termes: «J'aurais pu continuer tout l'après-midi, et toute la nuit sans doute, à énumérer les nombreuses malversations communément pratiquées par la communauté asiatique . . . mais comme je n'ai pas l'intention d'accuser quiconque, mais plutôt de remédier à une situation qui laisse à désirer, je considère que les exemples que je viens de vous donner suffisent.»

Il avait d'abord souligné le refus des médecins et des ingénieurs asiatiques, formés aux frais du gouvernement, de rester au service de celui-ci; il passa ensuite à ce qu'il appelait le refus des Asiatiques de «s'intégrer aux Africains qui peuplent ce pays», les avertissant que s'ils continuaient à s'isoler de la majorité africaine «la situation pourrait facilement dégénérer en de graves troubles raciaux». Il traita enfin des nombreuses malversations commerciales dont les Asiatiques se rendaient coupables: chantage, fraudes bancaires, contrefaçon, marché noir, mercantilisme, exploitation, thésaurisation, contrebande et monopole presque exclusif de l'activité commerciale.